

Quels projets politiques pour l'économie solidaire ?

Depuis deux ans, l'économie solidaire est devenue un des thèmes débattus dans les conférences et les ateliers des forums sociaux.

L'inscription des mouvements d'économie solidaire dans la mouvance alter-mondialiste est à la fois le résultat d'une conjoncture particulière, la montée des initiatives et le projet d'économie solidaire au Brésil et en Amérique Latine, mais aussi d'une ambition, pas toujours assumée par ses partisans, que l'économie solidaire constituerait un projet de société, une alternative au néolibéralisme

L'économie solidaire peut être définie comme "l'ensemble des activités contribuant à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens" (Laville, 1999, p. 127). En parlant de démocratisation de l'économie et d'engagements citoyens comme visée de l'économie solidaire, la dimension politique est ici fortement valorisée. Pourtant, celle-ci est généralement sous-estimée dès lors qu'il s'agit de promouvoir l'économie solidaire auprès du grand public et des politiques. En effet, les arguments les plus souvent avancés pour justifier une politique en faveur de l'économie solidaire sont d'abord d'ordre économique et social avant d'être politique. L'intérêt mais aussi les limites des débats autour de l'économie solidaire et la mondialisation dans des lieux comme le forum social mondial sont d'inciter les intervenants à assumer et à préciser la visée normative souvent implicite de leur conceptualisation ou de leur pratique généralement mise en veilleuse au nom de la prudence pour les chercheurs ou au nom de l'urgence des actions et de l'adaptation aux politiques publiques pour les responsables de réseaux. Bref, les débats sur la mondialisation laissent place à un peu plus d'imaginaire social en s'obligeant à se demander "à quelles conditions l'économie solidaire incarne une alternative au néolibéralisme", "en quoi peut-elle contribuer à la construction d'une autre mondialisation ?". Le passage de l'affirmation de valeurs fondatrices à un projet politique explicite n'est pas un exercice facile. Certains

refusent de se lancer dans un registre programmatique au risque de passer pour des utopistes ou des idéologues et préfèrent en rester à des exposés explicatifs ou du témoignage d'expériences. En outre, l'ancrage local des activités d'économie solidaire, l'absence d'un vocabulaire commun, accentuent les différences des expériences nationale ou continentale et ne facilitent pas la définition commune d'un projet collectif. Pour autant, à travers les différents débats et contributions autour de l'économie solidaire, il est possible de dégager des éléments et des stratégies de différents scénarios face à la mondialisation. Sans doute, vaut-il mieux parler de sensibilités ou de tendances que de véritables projets politiques. Nous les présentons ici sous la forme de quatre scénarios du moins au plus radical dans le degré de rupture avec le néolibéralisme.

LE SCÉNARIO SOCIAL LIBÉRAL : RECONNAÎTRE LES ENTREPRISES SOCIALES

Ce scénario intègre un projet politique minimal qui est celui de la reconnaissance des entreprises sociales sur le marché. Une autre économie est possible signifie avant tout qu'une autre entreprise est possible. Dans un contexte de libéralisation des échanges aux niveaux continentaux (Union européenne, Alca) et international (OMC), l'enjeu est de faire reconnaître comme légitimes à la fois d'autres statuts juridiques d'entreprise que la société de capitaux, d'autres formes d'entrepreneuriat que la création individuelle d'entreprise, d'autres formes

* Socio-économiste, Sociologie économique et Démocratie / Laboratoire de sociologie du changement des institutions (SED/LSCI).

de financement que l'émission d'actions sur les marchés financiers.

Certaines propositions politiques d'un tel scénario sont d'ores et déjà en discussion comme, par exemple, la reconnaissance au niveau de l'Union européenne des statuts des mutuelles, des coopératives et des associations. À l'heure de la dictature des marchés financiers, ces statuts représentent des garanties particulières quant à la territorialisation des activités et aux possibilités de combiner activité économique et action sociale.

Une autre voie complémentaire à celle d'une reconnaissance statutaire est la démonstration de la production d'utilité sociale ou de la contribution à l'intérêt général des entreprises sociales. À travers la mise en place de nouveaux outils ou de procédures de certification sociale, de labels ou de systèmes d'évaluation sociétale, ces entreprises sociales pourraient faire valoir leur performance sociale comme un avantage compétitif face à la concurrence (c'est la stratégie de certaines organisations de labellisation de commerce équitable) ou pourraient bénéficier d'avantages fiscaux ou réglementaires spécifiques. Dans tous les cas (reconnaissance statutaire, utilité et responsabilité sociale, insertion par l'économique), le marché¹ comme mode de régulation des échanges n'est pas vraiment contesté. C'est pourquoi ce scénario peut être désigné comme social libéral. Si la reconnaissance des entreprises sociales passe par un certain nombre d'avancées juridiques qui régulent et encadrent les marchés, la transformation du modèle de développement passe avant tout par la construction d'un rapport de force économique favorable aux entreprises sociales. Dans ce scénario, le rapprochement avec le mouvement alternmondialiste n'est pas plus prioritaire que le dialogue avec l'économie dominante (il est aussi important d'être à Davos qu'à Porto Alegre). Devenir un interlocuteur crédible et durable des institutions multilatérales (OMC, BIT, UE, etc.) est aussi essentiel. La participation aux forums sociaux vise moins à créer des alliances politiques avec les mouvements sociaux qu'à faire la promotion des entreprises sociales auprès d'un public militant et à renforcer les coopérations économiques internationales.

LE SCÉNARIO D'UNE DÉMOCRATISATION DE L'ÉCONOMIE

“Démocratiser l'économie de marché internationalisée, soutenir l'économie de marché territorialisée, relégitimer l'économie non marchande, prendre en considération l'économie non monétaire et reconnaître l'économie solidaire” telles pourraient être les grandes lignes de ce nouveau contrat social (Roustant et al.,

1996). La prétention à faire modèle de développement va donc au-delà de la reconnaissance de la spécificité statutaire ou sectorielle des entreprises et d'initiatives d'économie solidaire et pose l'ambition de peser globalement sur les modes de régulation économique. En cela, le projet de démocratisation de l'économie va plus loin que la reconnaissance d'un espace gestionnaire, fût-il démocratique, dans une organisation productive ou un tiers secteur. La démocratisation de l'économie passe par une institutionnalisation et une régulation de l'économie plurielle qui devient un enjeu politique majeur dans un contexte où l'idéologie néolibérale tend à réduire l'économie au marché, la motivation d'entreprendre à la recherche du profit, l'allocation optimale des ressources aux vertus de la concurrence, le développement des sociétés à la croissance du PIB. Or, la libéralisation des marchés et la marchandisation toujours plus poussée de biens et services constituent une menace pour le bon fonctionnement de la démocratie non seulement parce qu'elles soustraient du débat politique un nombre croissant de choix économiques qui affectent la vie quotidienne, mais qu'elles creusent les inégalités sociales et géographiques, et augmentent le sentiment d'impuissance collective face à l'avenir.

Une reconnaissance légale des initiatives d'économie solidaire sur une base nationale ne sera pas suffisante pour aller vers un modèle de développement plus démocratique et solidaire tant que les contraintes économiques de la mondialisation sont aussi prégnantes. Aussi, la régulation de l'économie plurielle passe par des prises de positions communes avec les mouvements sociaux sur les grands enjeux de la mondialisation : les conditions de la libéralisation du commerce par l'OMC, la financiarisation de l'économie, la réforme de l'Etat et les services publics, la place et le rôle des multinationales, le développement durable, etc. Le risque d'un tel projet est celui du grand écart entre de forts engagements politiques des réseaux d'économie solidaire sur les régulations économiques mondiales et des réalisations économiques locales qui restent fragiles.

LE SCÉNARIO POSTCAPITALISTE

Ce scénario réinscrit les entrepreneurs de l'économie solidaire comme des précurseurs de modes de production et de consommation alternatifs à la globalisation néolibérale. L'objectif visé est d'instituer “une collaboration solidaire internationale” (Mance, p. 51.) à travers des réseaux de production, de distribution et de consommation entre des initiatives



À travers la mise en place de nouveaux outils ou de procédures de certification sociale, de labels ou de systèmes d'évaluation sociétale, ces entreprises sociales pourraient faire valoir leur performance sociale comme un avantage compétitif face à la concurrence ou pourraient bénéficier d'avantages fiscaux ou réglementaires spécifiques

La démocratisation de l'économie passe par une institutionnalisation et une régulation de l'économie plurielle qui devient un enjeu politique majeur...

BIBLIOGRAPHIE

- ARRUDA, M., "Economie solidaire, fondement d'une globalisation humanisante", contribution du PACS au FSM 2002, p.3.
- CERCLE FRANÇOIS PARTANT, "Manifeste du réseau européen pour un après-développement (READ)", *Revue du Mauss*, n° 20, La Découverte, 2002, p.90.
- LATOUCHE, S., "D'autres mondes sont possibles, pas une autre mondialisation" in "Quelle autre mondialisation?", *Revue du Mauss*, n°20, La Découverte, 2002, p. 77.
- LAVILLE, J-L., *Une troisième voie pour le travail*, Sociologie économique, Desclée de Brouwer, 1999, p. 127.
- MANCE, E. A., *La révolution des réseaux*, Descartes et Cie, Desclée de Brouwer, 2003, pp.51-60.
- ROUSTANG, G., LAVILLE, J-L., EME, B., MOTHÉ, D., PERRET, B., *Vers un nouveau contrat social*, Sociologie économique, Desclée de Brouwer, 1996. ■

économiques de la société civile qui ne sont aujourd'hui solidaires que sur un bout de la chaîne économique. "En articulant la consommation solidaire à la production, la commercialisation et les finances, l'économie solidaire amplifie les possibilités d'échanges commerciaux de chaque agent, sans éloigner l'activité économique de son but primordial qui est celui de répondre aux besoins de base de la société" (Arruda, p. 3.). Le fonctionnement en réseaux serait au fondement de circuits solidaires à même de se substituer à terme à la compétition marchande et à l'accumulation capitaliste tout en reliant le local au global. L'utopie est donc que l'articulation en réseau d'un nombre croissant de consommateurs, d'entreprises et de secteurs de l'économie solidaire crée, à un moment donné, un point de rupture à même de déboucher sur une société post-capitaliste. Il ne s'agit plus ici de contenir le marché dans le cadre d'une économie plurielle à la tonalité par trop libérale, mais bien de le remplacer par d'autres formes d'échanges fondés sur la coopération et la solidarité.

Ce scénario trouve sa formulation la plus forte en Amérique du Sud, notamment chez certains auteurs (Arruda, Singer, Mance). D'une certaine manière, on pourrait y voir la volonté d'articuler et de généraliser les expériences sud-américaines des coopératives autogestionnaires, du budget participatif, des réseaux d'échanges et de consommations solidaires (systèmes de troc, monnaies sociales) pour faire un système socio-économique alternatif. L'économie solidaire y est perçue comme une économie du travail démocratisée par opposition à l'économie capitaliste. En filigrane, ce scénario renoue avec le projet politique de l'associationnisme et des socialistes utopistes du XIX^e siècle (Owen, Leroux, Proudhon, etc.) qui a précédé l'institutionnalisation et la normalisation des entreprises sociales.

Dans ce scénario, il ne peut y avoir de transformation politique et sociale de nos sociétés sans une transformation économique. Les forums sociaux sont les lieux naturels pour mener à bien cette double stratégie politique et économique. Celle-ci passe à la fois par une contestation forte des institutions de la globalisation néolibérale (FMI, BM, OMC), des firmes multinationales et de l'impérialisme américain, mais surtout par la construction d'un rapport de force économique par le développement à l'échelle internationale de réseaux de production, d'échanges et de consommation solidaire à même de donner corps à une véritable globalisation de la solidarité.

LE SCÉNARIO DE L'APRÈS-DÉVELOPPEMENT

Ce scénario part d'une critique de l'économicisme et du progressisme des trois scénarios précédents. Chacun accorde trop d'importance à l'économie, fut-elle solidaire, dont la place envahissante est bien le principal mal de la mondialisation actuelle. Les aménagements institutionnels du projet de l'économie plurielle peuvent certes permettre à certaines entreprises et activités solidaires d'être compétitives et de se développer en trouvant un créneau sur le marché mondial ou en devenant les partenaires des pouvoirs publics. Mais loin d'humaniser l'économie, cette stratégie ne parviendra au mieux qu'à limiter les dégâts de la mondialisation, non à en changer sa nature profonde. Plus largement, il est vain de vouloir "globaliser la solidarité" par une mise en réseau des entreprises et activités d'économie solidaire et espérer fonder ainsi une hypothétique autre économie à même de rivaliser avec le capitalisme au niveau mondial. Il serait plus sage de tenir compte des leçons de l'Histoire² et de ne pas rejouer la même partie que celle du mouvement associationniste au XIX^e siècle. Finalement, la réussite économique du mouvement coopératif, puis de l'économie sociale s'est accompagnée d'un abandon progressif de toute prétention politique à construire une autre société. Pourquoi ce qui a échoué hier dans un cadre national réussirait aujourd'hui dans un cadre mondial ? Au contraire, les exigences de la compétition internationale (recherche de la taille optimale, délocalisation, accès aux marchés des capitaux) ne peuvent qu'accélérer la banalisation des entreprises sociales et la récupération de leurs innovations socio-économiques.

Dans le scénario de l'après-développement, les activités d'économie solidaire n'ont de pertinence que si elles sont les vecteurs d'une "déglobalisation" et non d'une illusoire humanisation de la mondialisation. La vertu et la portée de l'économie solidaire sont ici plus pédagogiques qu'économiques. Les initiatives alternatives sont une manière de se déprendre, de se désintoxiquer de nos habitudes de travailleurs, de consommateurs, d'épargniers et d'approfondir des formes de "société autonome en marge de l'économie dominante" (Cercle F. Partant, p. 96).

Dans ce scénario, l'alliance avec le mouvement altermondialiste n'est pas une priorité dans la mesure où la majorité des organisations qui y participent font, d'une régulation de l'économie par des instances internationales visant à une redistribution plus équitable de la richesse produite au niveau mondial, la finalité du changement social. Mondialiser les luttes contre le

capitalisme, c'est encore concéder trop d'importance à l'économique. Les prises de conscience collective sur l'impasse du système économique actuel passent tout autant par une mobilisation politique que par les crises sociales et écologiques majeures. Penser un après-développement suppose moins un combat politique qu'une stratégie de contournement du système économique dominant à travers des pratiques

solidaires dissidentes qui font la démonstration que "d'autres mondes sont possibles, pas une autre mondialisation" (Latouche).

ALLIER CONVICTIONS ET RESPONSABILITÉS

Ces scénarios ne sont que la cristallisation de sensibilités exprimées par des chercheurs et acteurs de l'économie solidaire, notamment à l'occasion des forums sociaux. Ils ne sont pas portés en tant que tels par des mouvements ou organisations. Ils ne sont pas d'ailleurs incompatibles les uns avec les autres. Mais à l'heure où le mouvement altermondialiste est sommé de passer de la contestation à la proposition, ils sont utiles pour esquisser la contribution de l'économie solidaire à la construction d'un autre monde.

Au-delà des différences entre ces projets pour l'économie solidaire, on peut souligner une similitude. La principale est, pour reprendre le thème de la déclaration de la rencontre globalisation de la solidarité de Québec 2001, d'à la fois "résister et construire". Autrement dit, de ne pas se contenter d'une posture contestataire sans propositions en s'appuyant sur des expérimentations socio-économiques citoyennes. La construction d'une autre mondialisation passe non seulement par une mobilisation politique mais également par un comportement citoyen et solidaire dans les actes économiques de la vie quotidienne : participer à la création et au développement de services de proximité, à la gestion avec les habitants des services urbains dans son quartier, consommer équitable, épargner solidaire... sont également des moyens de contester au quotidien l'économie dominante. Bref, il y a une attitude commune qui allie éthique de la conviction et éthique de la responsabilité



▲ Forum social mondial, Porto Alegre, 2003

Dans le scénario de l'après-développement, les activités d'économie solidaire n'ont de pertinence que si elles sont les vecteurs d'une "déglobalisation" et non d'une illusoire humanisation de la mondialisation. La vertu et la portée de l'économie solidaire sont ici plus pédagogiques qu'économiques

Penser la mutation

Dirigé la direction de Armand Touati avec Edgar Morin, Michel Maffesoli, Boris Cyrulnik

Penser la mutation

Ghislain Malherbe, Jean-Marc Lévy-Leblond, Jean-Louis Laville, Max Pagès, David Le Breton, Jean-Pierre Klein, André Rauch, Nicole Aubert, Guy Roustang, Rémi Hess, Patrick Tacussel, Olivier Sirost, Thierry Goguel d'Allondans, Olivier Guez, Thierry Goguel d'Allondans

CULTURES

192 pages - 20,58 € ISBN 2-9515924-0-x

L'accélération marque les temps présents. Qu'il s'agisse d'économie, de techniques, de cadre de vie ; des changements de plus en plus rapides influent sur les conduites individuelles et collectives. Un processus d'interaction continu fait émerger de nouvelles formes de l'activité, des relations interindividuelles, des modes d'organisation sociale. Hypermodernité, postmodernité, deuxième mondialisation... assistons-nous à la fin ou à l'exacerbation d'un modèle sociétal ?

avec les contributions de :

Edgar Morin, Michel Maffesoli, Boris Cyrulnik, Gisèle Halimi, Jean-Marc Lévy-Leblond, Jean-Louis Laville, Max Pagès, David Le Breton, Vincent De Gaullejac, Muriel Molinié, Jean-Pierre Klein, André Rauch, Nicole Aubert, Guy Roustang, Rémi Hess, Patrick Tacussel, Olivier Sirost, Thierry Goguel d'Allondans, Armand Touati.

EN LIBRAIRIE

Diffusion Desclee de Brouwer

ou à défaut à commander aux
(joindre un chèque du montant de l'ouvrage)

EDITIONS

CULTURES
Sciences de l'Homme & Sociétés
EN MOUVEMENT

1 - Par marché, nous entendons un mode d'allocation des ressources principalement fondé sur la concurrence et la compétition entre agents économiques.

2 - Ce passage est largement inspiré de la rencontre avec Serge Latouche organisée par le Gerfa.